

# Les nouveaux espaces du jihadisme

## Menaces et réactions

# N° 75 SOMMAIRE

## DOSSIER...



© AFP / AlMaarifa Today / Ghaitth Omran

## Les nouveaux espaces du jihadisme

### 4 Ouverture – Comment peut-on être jihadiste ?

*Serge Sur*

### 10 Géopolitique du jihadisme

*Denis Bauchard*

### 26 D'Al-Qaïda à Daech : les mutations stratégiques du jihadisme

*Philippe Migaux*

### 37 Entre sunnites et chiïtes : l'Irak, terreau de l'État islamique

*Myriam Benraad*

## Les filières jihadistes européennes

### 45 Les nouvelles méthodes de recrutement

*Samir Amghar*

### 49 Des convertis extrêmement motivés

*Mathieu Guidère*

**55 Les pays arabes face  
au terrorisme islamiste :  
de la révolte à la révolution**

*Jean-François Daguzan*

**65 Les États-Unis  
et la menace jihadiste**

*Maud Quessard-Salvaing*

**77 L'Union européenne et la  
lutte contre le terrorisme**

*Philippe Delivet*

**89 Jihad, jihadisme : hybridité  
du temps et des lieux**

*Jean-Luc Marret*

**Et les contributions de**

*Myriam Benraad (p. 43),  
Sarah de Butler (p. 73),  
Patrice Gourdin (p. 23 et p. 34),  
Xavier Le Torrivellec (p. 84),  
Emma Soubrier (p. 62)  
et Jürgen Stock (p. 52)*

**Questions EUROPÉENNES**

**97 Groenland :  
la longue marche  
vers l'autonomie**

*Antoine Jacob*

**Regards sur le MONDE**

**105 La Chine face  
au terrorisme islamiste**

*Rémi Castets*

**HISTOIRES**

*de Questions internationales*

**110 1964 : la France  
noue des relations  
diplomatiques avec  
la Chine maoïste**

*Thierry Robin*

**Les questions internationales  
à L'ÉCRAN**

**116 Les Femmes de Višegrad  
de Jasmila Žbanić**

*Célian Faure*

**Documents de RÉFÉRENCE**

**122 Le 11 Septembre,  
Ben Laden  
et le Conseil de sécurité**

**ABSTRACTS**

**126**

## Comment peut-on être jihadiste ?

Le jihadisme n'est certes pas nouveau, ni dans son idéologie ni dans ses méthodes. Les attentats historiques du 11 Septembre l'ont propulsé au premier rang de l'agenda international et en première ligne des problèmes de sécurité, internes comme internationaux. Sécurité des pays occidentaux, dont les opinions ont de la difficulté à comprendre en quoi cet islamisme extrémiste les concerne. Les assassinats des dessinateurs de *Charlie Hebdo* les ont réveillés. Mais aussi sécurité des pays musulmans, ceux qui sont frappés avec le plus d'intensité et les plus menacés. Le jihadisme a connu nombre de vicissitudes et il a suscité des réactions multiples, de nature, d'intensité et d'efficacité variables. Mais enfin, s'il n'était pas éradiqué, on avait le sentiment qu'Al-Qaïda était en perte de vitesse, et l'exécution de Ben Laden en 2011 lui avait porté un coup certes symbolique mais significatif de son déclin.

Sans doute de nouveaux terrains d'action, spécialement au Sahel, s'ouvraient aux menées jihadistes. Elles entraînaient une intervention française au Mali visant à éviter la partition du territoire et l'enracinement de groupes terroristes dans la région. L'arc terroriste s'élargissait ainsi à l'Afrique. La France restait quant à elle frappée de façon récurrente depuis plusieurs décennies. L'anarchie libyenne résultant de la chute du régime Kadhafi provoquée par l'intervention militaire occidentale en 2011 favorisait l'implantation de sanctuaires mobiles vers les pays voisins. Les dévoiements des « printemps arabes », loin de la réalisation d'espérances démocratiques, affaiblissaient des États constitués, au-delà de régimes condamnés.

Des mouvements islamistes, certains sur le plan électoral, d'autres par la violence, tiraient parti à la fois des procédures et des déceptions démocratiques pour accroître leur emprise ici sur les institutions, là sur les sociétés civiles. Pouvait-on dissoudre leur pointe agressive, calmer les pulsions

terroristes dans un jeu politique pacifique qui les aurait intégrés dans des compétitions électorales ouvertes et réversibles ? Les exemples de l'Égypte et de la Tunisie ont montré qu'il n'en était rien. La dérive du monde arabe, ou du moins de plusieurs de ses États, grands ou moins grands – Irak, Libye, Syrie, Yémen – témoigne du retour en force du jihadisme, qu'on l'appelle extrémisme violent, islamisme, salafisme ou tout autre nom qu'il se donne ou que l'on lui donne.

Au cours des derniers mois a resurgi une nouvelle menace, avec de nouveaux noms, de nouveaux sigles – EI, ISIL, ISIS, Daech, Califat... S'est affirmée également une nouvelle emprise, spatiale, sur les territoires d'États défailants, Irak, Syrie, comme si l'objet de ce jihadisme nouvelle manière était d'instituer un véritable État sur les ruines des anciens. Ceci sans préjudice de la continuité d'un terrorisme diffus dans un arc élargi, terrorisme qui se rallie en bloc ou en détail au prétendu Califat. Il court, il court, le jihad ! Demain peut-être en Asie centrale puis dans toute l'Asie musulmane ? Alors, en dépit d'analyses multiples, on a beaucoup de mal à comprendre le sens et les objectifs de cette éruption de violence civile, de ces cruautés, de ces crimes commis au nom de la religion. En revanche, les moyens d'action continuent à s'inscrire dans le registre très riche des supplices qu'illustre l'histoire universelle. Et si, en dehors des terroristes eux-mêmes, chacun s'accorde sur la nécessité de les réduire avant de les éliminer, force est de constater que l'on n'a pas – pas encore ? – trouvé la recette.

### Mais qui sont les jihadistes ?

Une des dimensions que comporte l'effet de sidération produit par des attentats apparem-

ment absurdes, par des meurtres odieux, individuels ou collectifs, par ce mépris affiché de la vie humaine, par ce culte de la mort, punition pour les incroyants, récompense pour les fidèles, passeport pour Allah, est l'incompréhension. Sans doute y a-t-il plusieurs catégories de jihadistes, et l'on ne confondra pas leurs différentes situations et motivations. Pour ne prendre que quelques exemples, ceux qui sont enracinés dans les espaces où ils luttent et dans un contexte musulman ne doivent pas être assimilés à ceux qui s'expatrient volontairement à partir de pays occidentaux, voire avec les convertis.

### Plusieurs catégories

● Il y a d'abord **ceux qui proviennent du terrain**, en Irak, en Syrie mais aussi en Afrique, et pour lesquels le jihad se superpose à d'autres causes, ou vient les légitimer : hostilité au pouvoir en place, frustrations économiques ou politiques, haine d'Israël, guerres de religion intestines à l'islam, sunnites contre chiites, voire rivalités nationales ou tribales... Le jihadisme peut alors instrumentaliser des revendications autres que religieuses. C'est ainsi que, en Irak, les résidus du régime de Saddam Hussein sont à la manœuvre contre le gouvernement irakien. Ils apportent à Daech leur savoir-faire militaire, leur désir de revanche, des solidarités tribales, en passant d'un régime qui se voulait laïque à une référence intégriste à la charia.

Ceux qui combattent en Irak ou en Syrie sont désireux aussi bien d'éliminer un gouvernement d'inspiration chiite que de défier dans le pays l'influence occidentale, celle qui provient de l'intervention américaine de 2003, celle, plus lointaine, des accords Sykes-Picot de la fin de la Première Guerre mondiale qui ont institué les actuels États du Proche et Moyen-Orient. Seront-ils en mesure de détruire toute cette architecture, de reconstruire un nouvel ordre étatique fondé sur une légitimité religieuse ? Pourraient-ils soit recomposer de nouvelles frontières sur de nouvelles bases, ethniques ou tribales, soit reprendre à leur compte le thème ancien de l'unité du monde arabe ? Et *quid* du conflit israélo-palestinien, périphérique pour certains, central pour d'autres ?

Quel pourrait être le sort des chrétiens d'Orient dans un tel contexte ? Ne seraient-ils pas

condamnés à l'exil ou au cercueil ? Mais ces perspectives ne peuvent faire oublier que c'est le monde musulman qui est le premier et le plus frappé par cette guerre de religion qui est aussi une guerre civile démultipliée. Il n'est sans doute pas aisé de déterminer l'influence réelle du Coran dans la mobilisation concrète des terroristes. La très grande majorité des musulmans est hostile au terrorisme et sa victime. On note cependant l'infiltration de l'islam par cette variante extrémiste et la relative impuissance des autorités religieuses officielles à en arrêter la progression, leur attitude défensive et parfois ambiguë.

● Une deuxième catégorie est celle, en Occident, des **enfants de l'immigration**, parfois avec plusieurs générations de recul. Comment expliquer que des jeunes hommes, souvent apparemment intégrés, bénéficiant des aménités du monde occidental, de sa tolérance, de ses ouvertures, rompent brutalement avec leur milieu ? Qu'ils rejoignent au Proche et Moyen Orient Daech pour y combattre, ou se muent soudain à domicile en tueurs sans merci ? Voici de bons voisins, discrets, polis, propres, époux modèles, pratiquants modestes qui subitement se révèlent assassins fanatiques, et leurs proches s'interrogent : eux si gentils, si doux, on ne peut pas y croire. Sans doute s'étaient-ils isolés ces derniers temps, une barbe légère ornait leur menton juvénile, ils avaient un peu voyagé mais enfin... Ou bien encore, fêtards invétérés, petits délinquants rompus aux incivilités, on n'imaginait pas leur implacable rigueur criminelle.

Faut-il incriminer l'échec de l'intégration, la survivance de discriminations discrètes mais insupportables pour les victimes ? Le ressentiment mobilisateur<sup>1</sup> ? L'attraction d'une idéologie religieuse radicale qui permet de se venger avec bonne conscience, qui rédime la haine ? L'antisémitisme ? L'aspiration à un ailleurs absolu, dont la réalisation suppose la destruction d'un monde déchu ? J'ai trouvé la voie, je vais vous la montrer, mais il faut d'abord vous couper la tête, disait déjà un personnage des *Aventures de Tintin*, dans *Le Lotus bleu*, un peu illuminé. On ne peut en effet soutenir qu'il soit difficile d'être musulman dans les pays occidentaux, chacun pouvant y prati-

<sup>1</sup> Max Scheler, *L'Homme du ressentiment*, [1919], coll. « Idées », Gallimard, Paris, 1970.

quer paisiblement sa religion. Seuls sont précisément proscrits les comportements intégristes.

● Et *quid* des **convertis** ? On les voit de plus en plus nombreux et mis en avant par les jihadistes. Qu'est-ce qui peut justifier cette rupture avec leur culture et souvent leur milieu ? Une solidarité générationnelle qui vient alors contredire l'idée de discrimination ? Une tendance générationnelle récurrente à l'extrémisme, qui a conduit leurs prédécesseurs qui au maoïsme, qui à des mouvements terroristes comme Action directe ? Le sentiment d'abandon d'une génération, parquée dans des banlieues invivables, sans perspective et sans espoir ? On pourrait y ajouter la situation des jeunes femmes qui, déjà soumises à une religion qui les discrimine, rejoignent volontairement la Syrie pour y devenir esclaves sexuelles, et que rien ne semble détourner de cette autodestruction.

## Interprétations

Reste à qualifier, à défaut d'expliquer, ces engagements divers. Plusieurs formules se proposent. Elles ne sont pas au demeurant sur le même registre. Parmi d'autres, on parle parfois, de façon polémique, de fascisme ou d'islamo-fascisme. Sous l'angle psychiatrique, on veut voir, dans ces militants, des soumis, qui ont renoncé à leur identité, voire changé d'identité afin de se fondre dans un groupe, une cause qui les transcende<sup>2</sup>. De façon religieuse, soit on y dénonce des hérétiques soit on y exalte des combattants de la foi. Chacune de ces qualifications mériterait une longue analyse. Elles possèdent un tronc commun, qui est de mettre en lumière la dimension totalitaire du jihadisme. Mais elles manquent sa singularité et par là ne peuvent anticiper sa durée.

En bref, parler d'islamo-fascisme est méconnaître la réalité du fascisme, païen, lié à la promotion d'un nationalisme exacerbé et au culte du chef. Il n'y a pas d'arrière-monde dans le fascisme, seul un héroïsme historique. Pour la soumission, qui en est à l'opposé puisque le fascisme est l'exaltation d'une puissance collective, elle désigne des esprits faibles, influençables, qui aspirent à simplifier le monde et la vie par des idées courtes,

<sup>2</sup> Suivant les analyses du docteur Boris Cyrulnik, France Info, 20 février 2015. Voir aussi *Les Âmes blessées*, Odile Jacob, Paris, 2014.

une démarche fusionnelle sous une autorité sacrée, une violence purificatrice. Si l'analyse est exacte, le jihadisme est à terme condamné par ses illusions mêmes. Quant aux approches religieuses, il est clair que les jihadistes ne sont pas des chevaliers de la foi, que le jihadisme ne peut être assimilé à l'islam ou au Coran, qu'il en est un dévoiement criminel. Ses méthodes l'éloignent de toute aspiration religieuse authentique, qui est de créer et maintenir un lien social et non de séparer et détruire – là est plutôt le domaine théologique du diable, ou l'empire satanique de Belzébuth.

## Le terrorisme est un caméléon

Rappelons-le : le terrorisme est une méthode, non une idéologie. Le jihadisme ne l'a pas inventé, même s'il tend aujourd'hui à le monopoliser. Et, comme la guerre, le terrorisme est un caméléon. Il s'adapte aux circonstances, il est mobile, même si ses principes demeurent : saper la volonté de l'ennemi en lui infligeant dommages et souffrances tout en restant aussi invisible que possible ; maximiser l'effet de levier par des attentats qui restent de faible intensité, quoique meurtriers et spectaculaires ; répandre une terreur diffuse par la présence d'une menace indéfinie ; solidariser tous les sympathisants par la répression qui frappe les militants, préparer ainsi les éléments d'affrontements plus directs et plus classiques. On a vu cette stratégie à l'œuvre avec succès, notamment dans les guerres de décolonisation.

## Une stratégie du faible au fort

Stratégie, le terrorisme est stratégie du faible au fort, et conduite à partir de la société civile<sup>3</sup>. Les États peuvent le susciter, le soutenir, l'encourager, mais ils maintiennent toujours une distance, des écluses par rapport à lui, et ne s'en réclament pas. L'une des originalités du terrorisme islamiste est qu'il trouve en lui-même sa propre énergie, en provenance de certaines communautés musulmanes elles-mêmes. Certains pays arabes, ou musulmans, peuvent à l'occasion, en fonction de leurs intérêts ou de leurs propres fragilités, chercher à en tirer parti ou être

<sup>3</sup> *Questions internationales*, n° 8, « Les terrorismes », juillet-août 2004.

tolérants à son égard. On a ainsi connu plusieurs vagues de terrorisme d'origine proche ou moyen-orientale après la décolonisation, avec des caractères bien différents : des mouvements kurdes, l'Iran, la Libye notamment.

Al-Qaïda d'abord, Daech ensuite, sont très différents de ce qui les a précédés, ne serait-ce que dans leurs méthodes, parce qu'ils ne négocient pas et n'entendent pas entrer en compromis avec des ennemis absolus. Nombre d'attentats sont des attentats suicides, même différés. À la limite, les jihadistes ne seront satisfaits que par une conversion universelle ou la soumission complète des différentes civilisations à la supériorité de la charia, ceci par la contrainte si besoin. C'est en ce sens que l'on peut parler de guerre de civilisation, en raison de la négation et de la destruction de tout ce qui n'est pas conforme à un totalitarisme religieux, à un obscurantisme primitif. Retour vers le passé d'une religion, mais aussi insertion dans la modernité la plus présente. On disait que l'URSS était le socialisme plus l'électricité, les États-Unis la Bible plus la technologie : le jihadisme est l'obscurantisme plus Internet.

Pour le reste, les moyens de la terreur recherchée ne sont pas nouveaux, et on les comprend rapidement. Massacres individuels ou collectifs, tortures, éviscérations, décapitations, prises d'otages, enlèvements, viols, crucifixions et autres techniques du musée des horreurs ou du jardin des supplices ont un long passé et sans doute, hélas, un grand avenir. Des cruautés incroyables provoquent la sidération dans des opinions paisibles, et leur médiatisation montre qu'elles ont bien cet objectif. Mais il faut se souvenir que, même dans le monde occidental nourri par l'héritage des Lumières, et encore récemment, des génocides, massacres, tortures, tourments multiples, ont été infligés à des individus et à des groupes sans autre raison que leur simple existence. Plus qu'une religion ou une idéologie particulière, c'est un retour de la barbarie qui sommeille en chacun qu'il faut craindre.

### **D'Al-Qaïda à Daech**

Ce n'est pas à dire que le jihadisme doit être remis au rang des fatalités historiques et qu'il suffise d'attendre que passe une génération avant

que d'autres ne trouvent d'autres mobiles et terrains d'action. Il importe à l'évidence d'analyser ses modes opératoires, de se prémunir contre sa dangerosité évidente et de mettre fin à ses entreprises criminelles. Pour ses modes opératoires, on a vu qu'ils étaient à la fois multiples et classiques, allant des exécutions individuelles ciblées aux attentats de masse, aux crimes symboliques, à une ostentation de cruauté destinée à frapper les esprits, s'en prenant tant aux biens culturels, aux institutions qu'aux personnes, cherchant à affaiblir les économies de certains pays... Ils mobilisent soit des acteurs apparemment isolés ou en cellule restreinte, soit de véritables unités combattantes pouvant recourir aussi bien à la terreur qu'à des modes de combat plus classiques.

On tend à opposer Al-Qaïda et Daech, un peu sous l'angle des Anciens et des Modernes du jihad. Al-Qaïda, affaibli par la disparition de nombreux cadres, usé par des décennies de combats infructueux, exposé à la fois au rejet de ceux qu'il terrorise et à la compétition d'une nouvelle génération de jihadistes, voit sa légitimité et son efficacité contestées, jusqu'à l'affrontement, par de nouveaux mouvements dont Daech est le catalyseur. Catalyseur plus que chef d'orchestre, parce que les liens entre individus, entre cellules terroristes actives ou latentes sont très lâches et opportunistes plus que structurels. On a plutôt abandonné la théorie du « loup solitaire », rassurante pour les services spéciaux parce qu'elle reposait sur l'idée d'une radicalisation individuelle invisible et donc indétectable. Il existe bien des contacts, des communications vers l'Occident à partir des espaces contrôlés par Daech.

L'image du rhizome, chère à Gilles Deleuze et Félix Guattari<sup>4</sup>, fait alors florès – un cheminement souterrain, un réseau très décentralisé, qui caractérise la croissance de certaines espèces végétales qui soudain affleurent à la surface. Mais Daech, à la fois vernaculaire et nomade, cherche aussi à s'implanter dans un cadre territorial étatique, comme on l'a vu, et ainsi à organiser une Cité terrestre qui dispose de ses propres modes de financement et prétend à l'expansion et à la durée. La contrainte plus que l'adhésion caractérisent

<sup>4</sup> G. Deleuze et F. Guattari, *Rhizome*, Éditions de Minuit, Paris, 1976.

toutefois ses avancées, et il est plus apte à détruire qu'à rallier les populations qu'il subjugué. Daech agglomère divers mouvements disparates et utilise les méthodes les plus cruelles et les plus provocantes, sans que les réactions à son encontre n'atteignent l'intensité et la généralité de celles qui ont affaibli Al-Qaïda. Face à un terrorisme caméléon, les réponses efficaces restent à inventer.

## À la recherche d'une stratégie

Force est de constater que, par rapport aux suites du 11 Septembre, la stratégie internationale est davantage en demi-teintes, marquée par la prudence, l'hésitation, le refus de s'engager, voire la division, comme si chacun cherchait pour son compte à se prémunir, à parer les coups. La solidarité internationale est nettement moins accusée, et il n'est pas question d'obtenir du Conseil de sécurité une autorisation inconditionnée de recours à la force armée comme avec la résolution 1368 du 12 septembre 2001. L'aventure irakienne de l'administration George W. Bush est passée par-là, et même l'intervention en Libye en 2011, dont le résultat le plus notable est la diffusion dans le Sahel d'un terrorisme islamiste à partir d'un État devenu défaillant.

### Des coalitions incertaines

Pas question donc de lancer des opérations militaires aussi ambitieuses que l'intervention américaine en Afghanistan contre les talibans et Al-Qaïda en 2001. L'action française au Mali puis en République centrafricaine n'a entraîné qu'un soutien minimal de ses alliés, spécialement européens, alors qu'il est clair qu'elle intéresse la sécurité de l'Union européenne tout entière. Contre Daech en Irak et en Syrie, les Occidentaux n'interviennent que de façon aérienne, ce qui est manifestement insuffisant, et encore la France se limite au territoire irakien. La tactique américaine des drones est meurtrière mais connaît ses limites stratégiques. Les pays voisins ont des positions ambiguës. Ainsi, la Turquie n'entend pas renforcer les Kurdes, tandis qu'Israël s'accommode davantage du régime de Bachar al-Assad que d'une succession à la merci ou aux mains des islamistes.

On aurait besoin de l'Iran contre Daech, mais faut-il déclencher un conflit généralisé entre sunnites et chiïtes, au risque d'accélérer le ralliement des premiers à Daech en Irak, ou de renforcer encore l'influence de l'Iran dans le pays ? On a également besoin de la Russie, comme on en a eu besoin pour conclure avec l'Iran un accord sur la question nucléaire, mais la Russie a ses intérêts propres et ne souhaite certainement pas participer à une coalition dominée par les puissances occidentales. Quant aux pays arabes de la région, Égypte, Arabie saoudite, Émirats, leur position est plutôt défensive et ils n'interviennent que dans la mesure où ils sont directement menacés. La menace pour eux est interne autant qu'internationale. Pour les pays africains, ou bien ils sont défaillants et attendent beaucoup de l'aide étrangère ou, comme le Nigeria, ils semblent incapables de maîtriser un jihadisme qui se confond largement avec un gangstérisme.

### Un héritage fatigué

Reste l'héritage des suites du 11 Septembre, avec notamment la résolution 1373 du 28 septembre 2001<sup>5</sup>. Celle-ci comporte un programme international, général, obligatoire et universel de lutte contre le terrorisme, sur tous les plans civil, administratif, policier, douanier, financier, pénal. Elle prévoit échanges et coopération entre services spéciaux. Toujours en vigueur, elle constitue un filet normatif qui enserre l'action civile des États et les oblige à rendre compte de leurs mesures contre le terrorisme. Mais on ne saurait compter sur la justice internationale pénale. Alors même que le jihadisme est lourd de crimes internationaux, le terrorisme ne fait pas partie des incriminations du Statut de Rome, et ne peut être atteint que de façon indirecte. On note par exemple le silence retentissant de la Cour pénale internationale face aux assassinats et aux massacres de Daech.

L'essentiel est donc entre les mains des États. Ceux qui ne manquent pas de moyens manquent de conviction. Les pays occidentaux, dont la sécurité intérieure est menacée et les responsabilités internationales mises au défi, sont sur la défensive.

<sup>5</sup> Michael J. Glennon et Serge Sur (dir.), *Terrorisme et droit international – Terrorism and International Law*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, Leiden, Boston, 2008.

On a évoqué leur refus d'une action militaire au sol contre Daech, au risque de voir un État d'un nouveau type s'implanter et un Califat théocratique devenir produit d'appel pour toute une série de menées destructrices dans le monde musulman, bien au-delà du monde arabe et même en Occident. Alors on renforce les services de surveillance et de renseignement, dans une logique préventive, plus de *containment* que de refoulement. Au passage, on ne craint pas de porter atteinte à certaines libertés publiques, le terrorisme étant un produit d'appel pour des mesures restrictives au nom de la sécurité. S'y ajoute que, sur des questions de principe comme la laïcité de l'État et de l'espace public, on voit ces pays se diviser. Tout le monde en Occident n'est pas Charlie, et les caricatures de Mahomet

n'ont pas bonne presse. Après tout, pourquoi ne pas interdire le blasphème ? Ou encore, que le voile soit un symbole inacceptable de soumission et de discrimination des femmes est loin d'être admis par tous et même par toutes. Une politique d'*appeasement* qui ne dit pas son nom est à l'œuvre, comme si des concessions pouvaient calmer les fanatiques, comme si la soumission était une réponse adaptée. Une fourchette liberticide se met ainsi en place, entre une surveillance généralisée d'un côté et une complaisance discrète à l'égard des contraintes religieuses de l'autre. Entre les risques d'une aventure militaire et le faux édreton du communautarisme, une stratégie de lutte contre le jihadisme reste à inventer. ■

**Serge Sur**

## ► La France face au terrorisme islamiste : éléments chronologiques

**1982**

23 octobre : à Beyrouth (Liban), deux attentats causent la mort de 58 parachutistes français et de 241 marines américains. À partir de l'année suivante, 12 français seront successivement enlevés à Beyrouth par le Hezbollah.

Août : à Paris, l'attentat contre un restaurant de la rue des Rosiers (6 morts) est attribué au groupe palestinien du Fatah-Conseil révolutionnaire (FCR).

**1986**

4 septembre : un attentat à la bombe est commis contre le magasin Tati à Paris. Il est revendiqué par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (7 morts). Cet attentat est le point culminant de la campagne terroriste du Hezbollah contre la France (13 morts).

**1989**

Explosion d'un DC-10 de la compagnie UTA au-dessus du Niger (170 morts). L'enquête française établit la responsabilité de la Libye.

**1991**

13 août : assassinat en France de Chapour Bakhtiar, ancien Premier

ministre du chah d'Iran, par des agents iraniens.

**1993**

8 octobre : deux géomètres français sont assassinés en Algérie par le Groupe islamique armé (GIA). Une cinquantaine de Français seront assassinés jusqu'en 1995 par cette organisation.

**1994**

24 décembre : détournement d'un vol d'Air France Alger-Paris par le GIA.

**1995**

11 juillet : campagne d'attentats en France (11 morts) menée par un groupe lié au GIA.

**1996**

21 mai : l'émir du GIA annonce l'assassinat de 7 moines trappistes du monastère de Tibhirine.

4 décembre : attentat dans une rame du RER à la station parisienne Port-Royal (4 morts). L'attentat est vraisemblablement commis par des vétérans afghans.

**2000**

24 décembre : arrestation à Francfort d'une cellule de vétérans afghans

préparant un attentat contre le marché de Noël à Strasbourg.

**2001**

22 décembre : le Britannique Richard Reid, un vétéran afghan, tente de faire sauter un vol Paris-Miami avec un engin explosif dissimulé dans la semelle de ses chaussures.

**2012**

11-19 mars : des militaires et une école juive sont pris pour cibles par Mohamed Merah à Montauban et à Toulouse (7 morts).

**2014**

24 mai : Mehdi Nemmouche, un Franco-Algérien ayant passé un an en Syrie au sein de l'État islamique en Irak et au Levant, assassine 4 personnes au Musée juif de Belgique à Bruxelles.

**2015**

7 et 9 janvier : attentats à Paris contre *Charlie Hebdo* et un supermarché casher revendiqués respectivement par Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, et par Daech (17 morts).

24 juin : attentat dans l'Isère. Décapitation d'un chef d'entreprise.

*Questions internationales*